

Cinq années de pouvoir soviétique en Ukraine

[Christian Rakovsky](#)

Le 6 juillet 1923, Christian Rakovsky était nommé représentant diplomatique à Londres, où il arriva le 30 septembre. Il quittait ainsi son poste occupé pendant cinq ans à la tête de la République soviétique d'Ukraine, notamment en tant que président du Conseil des commissaires du peuple de cette république. Ce rapport, présenté lors d'un meeting à Kharkov le 15 juillet et publié dans le journal « *Proletarii* » de cette ville le 17 juillet, était son adieu au peuple ukrainien et à son parti communiste.

Source : Texte publié par le site [Iskra-research](#). Traduction et notes pour MIA.

Camarades, je ne vais pas rendre compte de tout le travail que j'ai dû accomplir au nom du Parti pendant presque cinq ans. Pour tirer des conclusions sérieuses pour nos actions futures à partir de l'expérience très riche et variée que nous avons tous traversés en Ukraine, il faut plus que du temps libre pour examiner l'énorme matériel à la disposition du Parti et du Conseil des commissaires du peuple, pour l'étudier, pour y réfléchir et seulement ensuite en tirer des leçons dont nous pourrions dire qu'elles ont été mûrement réfléchies.

Car cela ne demande pas seulement du temps, cela demande, peut-être, un tout autre cadre. Nous devrions pour ce faire nous détacher un peu du lourd travail quotidien dont chacun d'entre nous est accablé. Peut-être les brouillards de Londres me fourniront-ils un tel loisir et un tel cadre et pourrai-je alors faire le point sur la période qui s'achève cette année avec la mise en œuvre de notre Union soviétique¹.

Il arrive parfois que ne nous rendions pas compte de l'énorme variété de travail que le prolétariat ukrainien, la paysannerie ukrainienne et le Parti communiste-bolchevik et le pouvoir soviétique en Ukraine ont dû accomplir.

La position géographique de l'Ukraine, son importance économique, son histoire ; tout cela a contribué à faire de l'Ukraine le théâtre de la lutte la plus intense et la plus contrastée. Nous savons tous combien de fois l'Ukraine a été occupée par différentes factions, combien de fois les ouvriers ukrainiens ont eu recours à des moyens décisifs – grèves et soulèvements – pour secouer le joug des propriétaires terriens et des capitalistes, combien de fois les forêts ukrainiennes, les bois ukrainiens ont abrité sous leur couvert des unités rebelles, combien de troupes étrangères ont trouvé ici leur ruine et combien de fois la révolution a surgi encore et encore des incendies et des décombres des villages et des villes ukrainiens.

¹ L'Union des Républiques socialistes soviétiques a été formée par un traité constitutif, ratifié le 30 décembre 1922 par le Congrès des soviets de Russie, de Biélorussie, d'Ukraine et de Transcaucasie. La Constitution de l'URSS fut ensuite approuvée avec quelques modifications par le IIe Congrès des soviets de l'URSS le 6 juillet 1923 et elle entra en vigueur le 31 janvier 1924, à la suite de sa ratification par le Comité exécutif central de l'Union. Rakovsky joua un rôle notable dans les débats préparatoires au sein du parti bolchevique contre les projets ultra-centralistes de Staline (voir son « [Discours au XIIe Congrès du PCUS](#) »). Son éloignement par sa nomination à Londres en fut une conséquence.

Avant de faire un tel rapport, je vais essayer, dans la mesure où le temps me le permet, de tirer quelques enseignements. Certains d'entre eux ne sont pas nouveaux, mais ils permettent à chacun de mettre en lumière l'activité du parti, nos erreurs et notre bilan. Je vais fixer quelques lignes directrices générales, quelques principaux points stratégiques et tactiques à souligner.

I. Les ouvriers et les paysans ont démontré leur maturité politique

Tout d'abord, l'Ukraine, comme la Russie, a démontré que le prolétariat est historiquement mûr pour réaliser ce que nous avons l'habitude d'appeler « l'expropriation des expropriateurs », c'est-à-dire le renversement du pouvoir des propriétaires et des capitalistes. Le prolétariat est mûr pour cette tâche à l'échelle mondiale, car si, dans un pays aussi arriéré économiquement, politiquement et culturellement que l'ancienne Russie tsariste, la classe ouvrière, avec l'aide de la paysannerie, a réussi à conserver le pouvoir pendant cinq ans, alors ce fait à lui seul règle positivement la question de la capacité de la classe ouvrière. Ceci est extrêmement important.

Aujourd'hui, après tout ce que nous avons vécu, il nous semble qu'il ne devrait pas y avoir de contestation à ce sujet, que la classe ouvrière a fait comme le vieux philosophe qui, pour prouver que le mouvement existe, s'est levé et a commencé à marcher. La classe ouvrière, pour prouver qu'elle est politiquement capable de prendre et de garder le pouvoir et d'organiser l'État, a ainsi accompli sa révolution. Et l'importance de notre révolution à cet égard est considérable.

Si les polémiques pour savoir si nous avons eu raison ou tort de donner à la classe ouvrière la tâche de s'emparer du pouvoir politique persistent encore aujourd'hui dans la presse conciliatrice, elles ont bien entendu perdu toute pertinence. Les mencheviks et les Socialistes-Révolutionnaires essaient, sans reculer devant les mensonges et les tromperies, de revenir constamment à l'ancienne controverse d'avant et pendant la première période de la révolution ; à savoir si le prolétariat est mûr ou non pour la révolution socialiste. Et, cela va de soi, ils déniaient tout particulièrement ce droit à la classe ouvrière russe.

Le menchevisme, les SR, les opportunistes, le [kautskysme](#), tous prétendent que la classe ouvrière ne peut revendiquer le pouvoir politique que dans les pays où les forces productives sont les plus développées. Ils considèrent donc comme un paradoxe historique le fait que le pouvoir ait été conquis par les travailleurs dans un pays politiquement et économiquement arriéré. D'où la conclusion que notre classe ouvrière ne peut pas conserver ce pouvoir. Mais entre-temps, la bourgeoisie, qui est, après tout, la plus qualifiée pour avoir une évaluation plus correcte de ces choses que nos conciliateurs, reconnaît que cette expérience – dans ce gigantesque et grandiose laboratoire peuplé par 150 millions d'expérimentateurs ouvriers et paysans – a été un succès.

II. Le pouvoir des soviets est le plus fort et le plus stable

Il suffit que chacun se remémore le passé pour pouvoir affirmer en toute confiance que le pouvoir soviétique est solide, qu'il incarne un pouvoir durable. Combien de gouvernements ont fait leur apparition au cours de ces cinq années dans les États bourgeois, non seulement dans le sens d'un changement de personnalités et de ministères, mais dans le sens d'un changement de régime lui-même ! On peut affirmer que le seul président du Conseil des ministres qui est resté le plus longtemps au pouvoir est Vladimir Ilitch Lénine. Il est le doyen de tous les présidents de conseils des ministres. Et que l'on ne m'accuse pas d'immodestie si je dis que j'ai quant à moi occupé ce poste pendant quatre ans et demi.²

Qu'avons-nous vu pendant cette période ? En 1918, avant même que je ne devienne président du Conseil des commissaires du peuple, lorsque je présidais à Kiev une délégation de paix qui, pendant

² Ces passages du discours de Rakovsky ont été accueillis par des applaudissements nourris de la part des ouvriers, des villageois et des soldats de l'Armée rouge présents au meeting. (*Note de l'éditeur*).

environ six mois, a négocié pour savoir qui du gouvernement soviétique ou du gouvernement de l'hetman³ devait l'emporter, je peux citer de nombreuses personnes qui ont joué alors un rôle politique important et qui ont pourtant disparu de la scène politique européenne. Je me souviens qu'à Kiev, j'ai dû négocier avec deux grands représentants de l'impérialisme allemand : l'un d'eux, le baron von Mum⁴, réside aujourd'hui sur les bords de la Méditerranée, près de Gênes, à Portofino, où il m'a invité chez lui l'année dernière, lorsque j'étais à la conférence de Gênes⁵. Mais nos rôles avaient changé. L'impérialisme allemand s'était entre-temps effondré et les Soviétiques avaient déjà le vent en poupe.

À l'automne de cette même année 1918, je me rendis à Berlin pour poursuivre ces mêmes négociations qui n'avaient abouti à aucun résultat à Kiev. Puisque, après tout, le gouvernement de l'Hetman était un pouvoir fantoche de l'Allemagne, ne valait-il pas mieux aller directement leur parler à Berlin ? Je m'y rendis donc mais quelques jours après notre arrivée, le gouvernement allemand invita le camarade [Loffé](#) et moi-même à quitter son territoire. Nous fûmes expulsés par un train spécial, gardé par des espions et des gendarmes allemands. Mais à peine étions-nous arrivés à Borissov, en Biélorussie, alors occupée par les Allemands, que reçûmes la nouvelle que l'empereur allemand, dont le gouvernement venait de nous expulser, n'était plus au pouvoir. Guillaume II s'était réfugié en Hollande. Qui parmi vous ne se souvient pas des mêmes changements kaléidoscopiques de gouvernements qui ont eu lieu en Ukraine ? La Rada centrale⁶, l'Hetmanat, l'occupation allemande dans une partie de l'Ukraine et l'occupation autrichienne dans une autre, le Directoire, les troupes françaises et grecques dans le sud, [Dénikine](#) ; tout cela changeait à une vitesse incroyable.

Nous pouvons constater la même instabilité lorsque nous examinons les changements qui ont eu lieu à l'échelle européenne. Pour saisir de nos propres yeux la fragilité du pouvoir bourgeois, il suffit de se rappeler ce qui s'est passé à Gênes, où il y avait des représentants non seulement de toute l'Europe, mais du monde entier. Si nous regardons quels gouvernements sont restés au pouvoir depuis l'année dernière, depuis le 20 mai, date de la clôture de la conférence de Gênes, nous constatons qu'ils sont très peu nombreux parmi ceux qui étaient représentés à cette même conférence.

[Lloyd George](#) n'est plus là. [Facta](#)⁷, alors chef du gouvernement italien, n'est plus là non plus. Le président de la délégation française, [Barthou](#)⁸, s'en est également allé, bien que [Poincaré](#) soit toujours au pouvoir quant à lui. Le gouvernement allemand de [Wirth](#) a également démissionné. Ainsi, si nous abordons cette conférence de Gênes par l'autre côté, nous devons conclure qu'il n'y a aucune garantie de se trouver longtemps à la tête d'un gouvernement bourgeois dans la période actuelle. Le risque professionnel des gouvernements bourgeois dans une période de guerres et de révolutions augmente considérablement, et s'il existait des sociétés d'assurance pour les présidents et les membres des gouvernements, elles exigeraient des primes énormes.

Poursuivons le décompte : le président du Conseil des ministres bulgare, [Stamboulski](#)⁹, qui assistait à la conférence de Gênes, a été tué ; le président du Conseil des ministres grec, [Gounaris](#), et son ministre des affaires étrangères, [Blakazi](#), sont morts ; le président de la République polonaise, le second délégué

3 Il s'agit de Skoropadski, Pavel Pétrovitch (1873-1945), lieutenant-général tsariste. Se désigne « Hetman » (chef cosaque) de l'État ukrainien à la suite d'un coup d'État orchestré en avril 1918 par les troupes d'occupation allemandes avant d'être à son tour renversé en décembre.

4 Mumm, von Schwarzenstein, Philipp Alfons Freiherr (1859-1924), diplomate de l'Empire allemand. Ambassadeur à Pékin en 1900, puis au Japon (1909-1911). De mars à novembre 1918, il a représenté le Reich allemand à Kiev.

5 La « Conférence économique et financière internationale » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922. Cette conférence était destinée à résoudre les questions de la reconstruction économique et du système commercial et financier international mis à mal par la Première guerre mondiale.

6 En avril 1917 fut élue une « Rada (parlement) centrale » majoritairement menchévique-socialiste-révolutionnaire. Elle déclara unilatéralement l'indépendance de l'Ukraine et s'opposa à la Russie soviétique en favorisant les forces contre-révolutionnaires et en se subordonnant à l'impérialisme allemand.

7 Facta, Luigi (1861-1930), homme politique libéral italien, plusieurs fois ministre et président du Conseil de février à octobre 1922.

8 Barthou, Jean Louis (1862-1934), homme d'État et diplomate français. Premier ministre en 1917, en 1921-22, ministre de la Guerre. A dirigé la délégation française à la Conférence de Gênes en 1922.

9 Stamboliski Alexandre Stoïmenov (1879-1923), homme politique et homme d'État bulgare. Leader du parti paysan.

de la Pologne à Gênes, Narutowicz, est décédé ; le ministre allemand des affaires étrangères, [Rathenau](#), a été assassiné.

Je ne sais pas si j'ai recensé tous mes anciens collègues de la Conférence de Gênes qui ne figurent plus parmi le monde des vivants, mais tous ces faits montrent que la société bourgeoise, qui se vantait d'avoir instauré l'ordre, la civilisation, la démocratie, est d'ores et déjà en faillite. L'ordre de la société bourgeoise, c'est le meurtre périodique, la terreur blanche. La démocratie de la société bourgeoise ; c'est le fascisme, une dictature insolente et ouverte qui élimine tout ce dont la démocratie bourgeoise se targuait. La représentation démocratique proportionnelle, le parlement ; tout cela désormais, après que le président du Conseil des ministres d'un gouvernement ait déclaré qu'il pouvait faire du parlement un « bivouac » pour ses troupes si les députés ne l'écoutaient pas, tout cela sont devenus des gros mots dans le lexique de la bourgeoisie, ou du moins des mots tournés en dérision. Enfin, la civilisation de la société bourgeoise – nous le voyons au centre de l'Europe, dans la région de la Ruhr¹⁰, où depuis plus de six mois se déroule une destruction délibérée, systématique, d'énormes richesses, où on saccage des usines gigantesques, des mines qui, avec leur production, inondaient les marchés mondiaux – cette civilisation sème partout la faim et la pauvreté autour d'elle, parce que le capitalisme dit : « Ainsi le veut mon intérêt, ainsi l'exige mon plaisir ».

Nous devons souligner cet aspect des choses afin de faire comprendre aux masses ouvrières et paysannes que le pouvoir des soviets n'est pas seulement un pouvoir solide, mais qu'il est le seul pouvoir qui puisse aujourd'hui assurer un ordre réel, l'ordre non pas de la contrainte, mais celui du consentement volontaire, l'ordre de l'union des intérêts des larges masses urbaines et paysannes du peuple. Seul le pouvoir des Soviets est fort et durable ! On peut certes dire que son développement est lent, mais il ne conduira jamais à des conflits entre les masses ouvrières, parce que sous l'État soviétique, sous le socialisme d'État ; les surplus, les profits résultant du relèvement de l'industrie ne serviront pas à renforcer les capitalistes et le capital privé industriel : ils serviront à augmenter les salaires, à réorganiser les usines, à remplacer leur équipement, à relever l'agriculture, en d'autres termes, ils serviront à relever le bien-être du peuple. Les contradictions qui déchirent la société capitaliste ont été éliminées.

Nous devons garder tout cela à l'esprit pour une autre raison également. Nous avons souvent nous-mêmes par moment versés dans un certain romantisme révolutionnaire lorsque nous pensons à nos actions passées et lorsque nous considérons que les meilleures années du pouvoir soviétique ont été la lutte acharnée, les temps de la guerre civile, la tension de tous les efforts, les défaites, mais aussi les victoires, lorsque le pouvoir des Soviets, jeune et fier, se tenait devant les yeux des masses comme apportant avec lui la terre promise. Mais tout cela n'était qu'une condition nécessaire pour l'œuvre pacifique et laborieuse que nous accomplissons aujourd'hui. Des révolutions ont été nécessaires, des guerres ont été nécessaires afin d'éliminer les obstacles qui se dressaient sur la voie de notre construction pacifique.

Car notre objectif – l'objectif du pouvoir des Soviets et du Parti communiste – est d'améliorer le bien-être des larges masses du peuple. Et cette conclusion s'applique également à toutes les républiques socialistes soviétiques. Pour en revenir à l'Ukraine, je dois souligner ici une autre conclusion, une autre leçon, que nous devons souvent rappeler, à laquelle nous devons constamment revenir :

III. L'Union des républiques soviétiques est une condition de l'existence même de l'Ukraine

Le bilan de la dure guerre civile a prouvé l'impossibilité pour les républiques soviétiques d'exister de manière viable en dehors de l'Union. Quiconque soutient l'existence de républiques soviétiques séparées tout comme le sont les grands États capitalistes est soit un imbécile, soit un ennemi conscient

10 Suite au non paiement par l'Allemagne des indemnités de guerre stipulées par le Traité de Versailles, les troupes françaises et belges occupèrent la région industrielle de la Ruhr de janvier 1923 à août 1925.

des ouvriers et des paysans. Notre expérience a démontré que si nous n'avions pas eu le soutien de la Russie soviétique, la révolution en Ukraine aurait péri. Le pouvoir ouvrier et paysan soviétique aurait péri et ce sont d'autres classes et d'autres pouvoirs qui auraient triomphé.

En 1919, à la veille de notre retour en Ukraine, des thèses concernant la question ukrainienne ont été élaborées. J'estime nécessaire de vous lire la première thèse, car elle exprime la simple vérité élémentaire que je viens d'exposer :

« L'établissement de la dictature prolétarienne en Ukraine, compte tenu de la faiblesse du prolétariat ukrainien, de l'absence de différenciation parmi les masses paysannes, de la faiblesse du Parti communiste et aussi de la position géographique particulière de l'Ukraine, qui en a fait pendant deux ans un tremplin pour une attaque impérialiste contre la Russie soviétique, et enfin, en raison du fort développement du banditisme professionnel et du nationalisme, entraîne la nécessité d'une unification étroite entre la Russie et de l'Ukraine de toutes les institutions militaires ainsi que de l'appareil économique, et de la centralisation de la répartition tant de nos forces armées que des richesses matérielles. Ce n'est qu'à travers cette voie que la victoire des ouvriers et des paysans d'Ukraine est concevable ».

Cette orientation ne constitue pas seulement la directive de base des autorités soviétiques en Ukraine, car la soi-disant orientation vers les forces intérieures ne résiste pas à la critique. Ce qui n'est pas en cause ici, c'est la nature de cette association. Elle peut être plus ou moins centralisée, l'union peut être plus ou moins étroite, les formes peuvent être les plus variées, mais là n'est pas le sujet : la question est le principe d'unité lui-même. Nous devons aujourd'hui nous rappeler constamment cette vérité, nous devons la raviver sans cesse dans la mémoire de l'ouvrier et du paysan d'Ukraine.

Avant tout, que se serait-il passé sans le triomphe du pouvoir des Soviets ? Quelle force aurait vaincu en Ukraine ? C'est bien entendu le pouvoir des généraux blancs, cela est aussi clair que deux fois deux font quatre. Le gouvernement nationaliste ukrainien, qui n'a même pas pu résister à l'assaut de nos unités de partisans en 1919, aurait certainement été encore moins capable de résister à l'assaut de Dénikine. Les unités de [Petlioura](#) ne pouvaient même pas résister aux faibles forces que Dénikine dirigeait contre elles au moment où ses forces principales marchaient contre nous. Et quel était le programme de Dénikine sur la question nationale ? Il faut toujours le rappeler également.

J'ai ici un petit extrait du discours que Dénikine adressa aux représentants des puissances alliées qui se trouvaient dans son quartier général le 12 avril 1919. Je ne lirai que le début de cette déclaration :

« Je vous demande d'informer vos gouvernements des tâches poursuivies par le commandement des forces armées de la Russie du Sud dans la lutte armée contre le pouvoir soviétique : premièrement, la destruction de l'anarchisme bolchevique et l'imposition de la loi et de l'ordre dans le pays et, deuxièmement, la restauration d'une puissante Russie une et indivisible ».

On ne peut clairement pas reprocher à Dénikine d'avoir caché son programme. Il était clair et net : *« une puissante Russie une et indivisible »*, autrement dit la mort du développement national de l'Ukraine, la mort de la culture nationale, la mort de tout État ukrainien, la mort de la langue ukrainienne, la langue de la majorité de la population ukrainienne. Ainsi, le pouvoir des Soviets de l'Ukraine s'est explicitement conjuguée de manière heureuse avec ses intérêts nationaux. L'Ukraine, en tant qu'unité étatique, ne peut vaincre qu'en tant que république soviétique, c'est-à-dire uniquement dans le cadre d'une alliance avec d'autres républiques soviétiques, et en particulier avec la Russie soviétique.

Nous ne devons pas en conclure (et j'espère qu'il n'y a pas de camarades russes qui tireraient une telle conclusion) que si l'Ukraine ne pouvait pas se passer de la Russie soviétique, la Russie soviétique quant à elle pouvait parfaitement se passer des autres républiques soviétiques, et devrait jouir par conséquent d'une position privilégiée. Non, ce serait là du chauvinisme grand-russe, celui-là même que dénonçait, si je ne me trompe pas, Vladimir Ilitch au huitième congrès des Soviets, tenu pendant l'hiver

1921¹¹, lorsqu'il rappelait la fable des oies qui se vantaient que leurs ancêtres avaient sauvé le Capitole de Rome.

Nous ne devons pas, bien sûr, oublier les grands mérites de la Russie, des ouvriers russes et de la paysannerie russe qui ont fait tant de sacrifices. Si vous comptez les classes d'âges qui ont été mobilisés pendant la guerre civile russe, seize en tout ont été mobilisés alors que nous n'en avons que sept. Il en va de même pour les sacrifices matériels. Mais en même temps, chaque communiste comprend parfaitement et clairement que sans l'Ukraine, sans la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Biélorussie, qui ont encaissé les chocs de l'invasion étrangère, absorbé ces dizaines d'armées comme le sable aspire les rivières en crue, il est difficile de dire ce qui serait arrivé à la Russie soviétique, sans parler du fait que ce n'est qu'avec ces républiques, avec leurs richesses, leur pétrole, leur charbon, leur pain, leur sucre, que toute l'Union soviétique acquiert la puissance économique qui lui permet de se développer.

Mais pour éviter toute ambiguïté, je dois souligner une fois de plus aujourd'hui, à la fin de la cinquième année de notre lutte commune, que le succès futur de l'Ukraine ouvrière et paysanne réside dans une alliance fraternelle étroite avec toutes les républiques soviétiques et, en particulier, avec la Russie soviétique.

IV. Les intérêts de classe priment sur tout

Il y a une autre leçon à tirer. Elle peut être formulée de deux manières car elle a des côtés positifs et négatifs. Sous l'une ou l'autre forme, sa signification est la même : la primauté de la classe sur le groupe particulier.

Dans notre travail futur, nous devons également nous heurter aux contradictions constantes qui surgissent chez certains ouvriers et paysans peu conscients lorsqu'ils opposent leurs intérêts de groupe, d'entreprise, de profession, etc., aux intérêts collectifs de la classe. L'incapacité à comprendre la primauté du général sur le particulier, de la classe sur les intérêts des entreprises et des groupes particuliers peut conduire la révolution à la ruine. Et pour avoir compris cette vérité, pour l'avoir résolue sans crainte – car il faut du courage pour expliquer cette vérité aux travailleurs – notre parti mérite avant tout le respect, la sympathie et, le soutien de la classe ouvrière. Il ne craint pas de parler franchement à la classe ouvrière lorsque celle-ci commet des erreurs. Il ne fera jamais passer l'intérêt particulier d'un groupe avant l'intérêt collectif de la classe. Notre parti est fier du fait que son programme représente non pas les intérêts d'un seul groupe, non pas les intérêts d'un groupe de travailleurs d'une seule nation, d'un seul État, mais qu'il représente l'intérêt permanent de la classe ouvrière prise dans son ensemble, non pas à l'échelle nationale mais à l'échelle internationale. Notre parti représente les intérêts de la révolution sociale.

Ici, en Ukraine, l'opposition entre les intérêts particuliers et généraux que je viens de souligner a été notable. Et cela principalement parmi la paysannerie. Pourquoi avons-nous vaincu ? Pourquoi les groupes de type anarchiste, gauchiste, et SR – je ne fais pas de distinction ici, bien sûr, entre SR ukrainien et SR russe – menchevik, etc. ont-ils fini par être vaincus ? Parce qu'ils ne représentaient que des aspects particuliers des revendications de la paysannerie et des ouvriers. Dans tous les autres domaines, ils ont suivi la bourgeoisie. Et bien qu'ils aient pu réussir temporairement – vous savez quelles difficultés nous avons parfois rencontrées en combattant les partisans, la *Makhnovchtchina*¹², la *Grigorievchtchina*¹³, la propagande koulak¹⁴ – nous avons finalement vaincu parce que nous avons un point de vue de classe.

11 Le VIIIe Congrès des Soviets s'est tenu en décembre 1920, c'est le IXe Congrès qui s'est tenu en décembre 1921.

12 Il s'agit du mouvement incarné par l'anarchiste Makhno, Nestor Ivanovitch (1888-1934). Fils de paysans ukrainiens, berger puis ouvrier, il participe aux soulèvements de 1905 et devient anarchiste. Arrêté en 1908, il est libéré par la Révolution de Février 1917. Rentre à Gouliaï-Polié où il organise une armée paysanne et harcèle les Allemands. En mars 1919, ses partisans sont inclus dans l'Armée rouge pour lutter contre Dénikine, mais il entre ensuite en conflit avec les bolcheviques. En 1921, se réfugie en Roumanie puis en France.

En d'autres termes, nous pouvons dire que, tandis que les autres groupements politiques représentaient des éléments particuliers de la campagne et de la ville, seul le parti communiste incarne les intérêts de toute la classe, et donc de l'État de classe, dans toutes son activité politique. Si aujourd'hui, à la fin de la cinquième année, nous nous demandons ce à quoi nous aurions dû prêter le plus d'attention en Ukraine et ce dont nous avons le plus souffert dans le passé, c'est précisément le manque de conscience de cette perspective, celle du point de vue de la classe dans son ensemble.

Je possède une correspondance intéressante. Je dis intéressante car elle nous révèle les points sensibles de notre réalité. C'était à l'époque de la *Grigorievchtchina* Nous étions, bien entendu, en communication constante avec notre Comité central à Moscou, et en particulier avec Vladimir Ilitch.

Vous vous rappelez que la rébellion de Grigoriev a commencé chez nous le 12 mai. Ce soulèvement a été rapidement liquidé en trois semaines. Dès la première moitié du mois de juin, Vladimir Ilitch nous envoyait un télégramme de félicitations pour la prise d'Ekaterinoslav, d'Alexandria et d'Elisavetgrad et pour la liquidation de la révolte de Grigoriev. En même temps, il nous disait : « *envoyez immédiatement toutes les forces disponibles dans le Donbass* ». La clé de toute la situation d'alors était effectivement dans le Donbass, et cela se retrouve dans tous ses télégrammes ultérieurs, dans toutes ses directives.

Le Donbass occupait une situation stratégique et Dénikine y avançait à cette époque avec toutes ses forces. C'est à cette occasion que les forces et les faiblesses de la classe ouvrière et de la paysannerie ukrainiennes ont été mises en lumière. Car lorsqu'ils s'agissait de combattre Grigoriev, nous avons remporté une victoire extrêmement rapide. Le danger était sérieux et colossal car Grigoriev occupait les principales voies de communications. Le centre de la rébellion de Grigoriev était à Znamenka, Alexandria et Elisavetgrad, il avait 20 000 hommes avec lui, une grande quantité d'artillerie, environ 60 canons, 14 millions de cartouches, des trains blindés, des provisions prises à Odessa et il avait immédiatement lancé ses forces dans toutes les directions en prenant Krementchoug et en menaçant Ekaterinoslav et même Kiev. À ce moment précis, une rébellion éclatait à Nikolaïev et une autre se préparait également à Odessa. Le pouvoir des soviets était donc dans une situation extrêmement difficile. Mais Grigoriev a été vaincu en 2-3 semaines, et non seulement son noyau principal a été détruit, mais aussi toute son armée, dont il ne resta plus qu'une bande négligeable qui a dû se cacher dans les forêts de Znamenka.

Mais la deuxième tâche, celle fixée par Ilitch, nous ne l'avons pas remplie. Les mêmes ouvriers d'Odessa, de Kiev, les mêmes paysans qui avaient marché à l'unisson contre Grigoriev, se montrèrent intraitables lorsqu'il s'agissait de les envoyer loin de leurs localités, de leurs foyers, de leurs familles et de leurs provinces. Quel que soit le nombre de troupes que nous transférions, quel que soit le nombre d'hommes que nous mobilisions vers le Sud, nous recevions des messages indiquant que seul un pourcentage négligeable de ces milliers de mobilisés atteignait leur destination car la majorité d'entre eux s'évaporait littéralement en chemin. Bien sûr, l'appareil était mauvais, la supervision était mauvaise, les approvisionnements étaient insuffisants, mais à part tout cela, il n'y avait en réalité toujours pas de lien fort et nécessaire entre les ouvriers et les paysans, d'une part, et l'État soviétique dans son ensemble, d'autre part.

À quoi Makhno devait-il son succès, sinon au fait d'avoir trouvé une formule séduisante qu'il adressait au village. Il disait : il n'y a pas besoin d'autorité centrale, chaque village est une république libre. Bien entendu, cette formule n'intéresse que les paysans imprégnés d'une extrême méfiance à l'égard de l'État ouvrier, et c'est pour les koulaks que cette tentation est la plus grande. Cela signifie ne pas payer

13 Il s'agit du soulèvement dirigé par Grigoriev, Nikifor Alexandrovitch (1884-1919), ex-officier tsariste, colonel de l'armée de la République populaire ukrainienne sous Pétlioura, qui s'était rallié à l'Armée rouge d'Ukraine. Ayant reçu l'ordre de transférer sa division en Bessarabie pour se battre contre les Roumains, Grigoriev refusa d'obtempérer et le 7 mai, il se retourna contre le pouvoir soviétique. Le 23 mai, son soulèvement était liquidé.

14 Koulak (littéralement « le poing »), terme péjoratif employé pour désigner les paysans riches et leur brutalité dans l'exploitation des paysans pauvres.

d'impôts à l'État, et surtout, ne pas donner de blé. Cette idéologie, l'idéologie petite-bourgeoise et koulak, était l'idéologie dominante à l'époque, mais je dois noter que même aujourd'hui, nous sommes encore loin de la nécessaire conscience de l'organisation étatique nationale.

À cet égard, nous devons maintenant travailler davantage dans le domaine du renforcement de l'État, de l'État communiste, de l'État soviétique unissant tous les travailleurs, incarnant leurs intérêts communs et permanents, devant lesquels les intérêts particuliers doivent s'incliner. C'est ce qu'il faut garder à l'esprit pour l'avenir. Il est clair qu'au cours de ces cinq années, l'appareil d'État central, ainsi que les appareils locaux de province, de district, etc. ont considérablement augmenté ; auparavant, il n'y avait pas d'appareil dans les campagnes – là, l'ancien chef de *volost*¹⁵ était le maître, l'assemblée paysanne remplaçait le Congrès des Soviets, etc., Mais au cours de ces cinq années, si nous avons effectivement accompli un grand labeur, ce travail n'est encore qu'aux trois quarts de sa réalisation.

Il est intéressant de montrer ici comment ces partis anarchistes petits-bourgeois, à certains moments, ont été eux-mêmes conscients que les tâches qu'ils se fixaient étaient au-dessus de leurs forces, qu'ils ne pouvaient pas compter sur les intérêts particulier, sur les intérêts des koulaks, et qu'ils ne créeraient pas un pouvoir d'État stable de cette façon.

Je me souviens de deux petits épisodes que je dois raconter ici, car ils éclairent l'état d'esprit des masses à cette époque, les forces politiques des partis et des gouvernements petits-bourgeois. Le premier épisode est survenu lors de la retraite d'Odessa de deux de nos divisions, la 45e et la 40e. Je dois dire que c'était l'un des épisodes les plus héroïques de notre guerre civile. Vous vous souvenez que Kiev était déjà occupée à cette époque. Nos deux divisions se sont retrouvées comme dans une nasse d'où elles devaient sortir, se frayer un chemin à pied vers le nord afin de rejoindre les unités qui battaient en retraite à ce moment-là vers Tchernigov. La route leur était barrée par le front formés par Petlioura, Galitsian et Dénikine. D'autre part, au sud, il y avait Makhno, qui avait été mis hors la loi dès le mois de mai après la rébellion de Grigoriev, mais nous n'avions pas assez de forces pour l'éliminer. Makhno a pris l'initiative de négocier avec le commandement de nos deux divisions. Il voulait attirer nos unités vers lui et s'unir à nos deux divisions. Et là, quelque part près de Voznessensk, des négociations ont commencé. Le lendemain, les communications furent brusquement interrompues et, dans la soirée, on entendit à nouveau fonctionner la machine télégraphique. Que s'était-il passé ? Makhno répondit : « *Les maudits koulaks ont coupé le fil télégraphique !* » Makhno, l'idéologue du koulakisme, se plaignait de ses koulaks.

Le deuxième fait a eu lieu à Kamenets-Podolsk. De là, était arrivé à la fin du mois de décembre 1919 le camarade Popov, un communiste de Kiev. Le gouvernement de Petlioura l'avait appris et, au lieu de l'arrêter, il a voulu se servir de son passage là-bas pour nous l'envoyer à Moscou (le gouvernement ukrainien était alors à Moscou) avec une proposition de négociations.

Le camarade Popov a eu alors, si je ne me trompe pas, une conversation à Kamenets avec Martos, le célèbre ministre de Petlioura et ce dernier lui a dit : « Nous avons acquis la conviction que l'on ne peut pas construire un État viable avec les koulaks ». Et cela alors que la République populaire d'Ukraine, le gouvernement de Petlioura, s'était précisément dressé sur la domination des koulaks. Ainsi, dans la situation d'alors, il s'est avéré que ceux qui ont le mieux et le plus sobrement évalué la situation en Ukraine étaient, après tout, les communistes bolcheviques.

V. En Ukraine, le village a souvent été l'alpha et l'oméga de notre politique

Nous avons appris, bien entendu non sans quelques expériences douloureuses et quelques revers, à être extrêmement sensibles et attentifs à ce qui se passe dans le village. Nous bien sûr conscience, dans le passé, de la structure et de la stratification sociales du village, mais ce n'est qu'en 1919, lorsque nous nous sommes retrouvés au milieu du feu des soulèvements koulaks, lorsque nous, le gouvernement

15 Petite unité administrative regroupant quelques villages.

central, ne pouvions même pas obtenir une douzaine de wagons de blé à Ouman ou près de Kiev, lorsque la classe ouvrière était affamée et que l'armée était affamée ; c'est alors seulement nous avons vraiment pris toute la mesure de ce que cela signifiait d'avoir le village avec nous. En Ukraine, le village a souvent été l'alpha et l'oméga de notre politique. Il faut donc connaître et comprendre le village, mais le village est extrêmement complexe dans sa psychologie, extrêmement paradoxal et contradictoire.

Pour illustrer cela, je vais vous donner quelques faits de cette époque, qui vous montreront combien la psychologie paysanne était alors étrange et contradictoire. La Volhynie est la province où les Cents Noirs¹⁶ ont toujours été les plus forts. Au début du mois de juin [1919], à Jitomir, le pouvoir passa pendant une courte période aux mains des Gardes blancs. Leurs proclamations parlaient de la restauration de la Russie orthodoxe et monarchique. Au même moment, un congrès de district des Soviets paysans était convoqué à Jitomir. Le programme de ce Congrès s'opposait au communisme, aux commissions de réquisition et se prononçait pour la liberté du commerce. Les monarchistes se présentèrent avec une délégation à ce Congrès des paysans et demandèrent aux paysans de donner des terres aux anciens gros propriétaires terriens, au motif qu'ils étaient désormais devenus eux aussi des pauvres, et qu'il fallait donc leur accorder des terres comme à toute personne qui travaille. Mais le Congrès leur répondit alors dans une toute autre langue : « Nous, les bolcheviks, nous ne donnerons pas de terres aux propriétaires terriens ». Telle fut la réponse des paysans. Ils étaient donc contre le communisme, contre les réquisitions, pour la liberté du commerce, et en même temps « bolcheviks » !

Je devais à l'époque voyager dans la province de Tchernigov avec d'autres membres du gouvernement et inspecter les villages. Je me souviens que dans le village de Grabovka, lorsque nous demandâmes à un jeune paysan ce qu'il était, il répondit avec beaucoup de conviction et d'aplomb : « *Je suis un bolchevik* ». Et lorsque nous lui demandâmes pourquoi, il répondit avec autant de conviction : « *Parce que je suis contre le communisme* ».

Il fallait donc trouver les moyens d'apporter plus de clarté à cette psychologie paysanne, et cela a été fait grâce à un slogan que nous avons lancé : l'organisation des paysans sans-parti en comités. Ce mot d'ordre avait déjà été lancé au début de 1920, mais nous n'avons senti son importance et ses résultats qu'en 1921. La conférence [du parti communiste] de la ville de Kharkov, ainsi que la conférence provinciale, rejetèrent même, à une majorité écrasante, la proposition d'organiser de manière indépendante les paysans pauvres, mais cette erreur fut bientôt corrigée et la conférence de toute l'Ukraine, à une énorme majorité, accepta comme tâche de notre Parti l'organisation de comités de paysans sans-partis. Grâce à cela, nous avons pu, en l'espace de trois ans – 1920, 1921 et 1922 – introduire dans le village l'ordre révolutionnaire qui y prévaut actuellement. Je suis convaincu que les Comités des paysans sans-parti continueront à être soutenus par le Parti, le gouvernement et l'ensemble de la classe ouvrière.

Dans le nouveau budget de l'État, nous avons prévu deux postes rémunérés pour les comités de district de villageois non exploités. Ce groupe de mille six cents présidents et secrétaires de district pourra, grâce au soutien de l'État, diriger une armée de plus d'un demi-million de paysans et de paysannes qui participent actuellement aux comités de paysans. Nous ne devons pas oublier que sous l'influence de la nouvelle politique économique¹⁷, des courants liquidationnistes se manifesteront de temps à autre, qui nieront la nécessité et l'importance des Comités des paysans sans-partis. Nous devons lutter de toutes nos forces contre ces courants. Le renforcement du pouvoir des soviets dans les campagnes est étroitement lié au travail que notre Parti et les autorités soviétiques effectuent pour

16 Cent-Noirs, (*Tchernosotentsy*) groupe ultra-réactionnaire d'extrême-droite et terroriste en Russie tsariste qui organisait, avec la complicité des autorités, des pogroms antisémites et des attentats contre des révolutionnaires.

17 La Nouvelle politique économique (NEP, *Novaïa èkonomitcheskaiia politika*) fut adoptée par le Xe Congrès du Parti communiste en mars 1921 afin de remplacer les mesures économiques du « communisme de guerre ». Avec l'adoption de la NEP, conçue par Lénine comme une « retraite forcée », les relations marchandes devinrent la forme principale des rapports entre l'industrie nationalisée et l'économie paysanne. La suppression du système de réquisitions et le passage à l'impôt en nature permirent aux paysans de vendre leurs surplus sur le marché et d'y acquérir des articles manufacturés. La NEP fut d'application jusqu'au Premier plan quinquennal de 1928 et ne prit officiellement fin qu'en 1930 avec la collectivisation forcée des terres.

relever l'agriculture. Mais ce travail – et je tire ici les conclusions de notre expérience – doit à l'avenir suivre une ligne légèrement différente. Nous approchons déjà de la limite de l'agriculture extensive ; toutes les terres disponibles dans de nombreuses provinces sont d'ores et déjà exploitées. Il y a des provinces où nous avons déjà lancé des programmes de réinstallation, comme à Podolsk. En Ukraine, il y a déjà des gens qui demandent à notre Commissariat du peuple à l'agriculture de leur donner des terres dans d'autres provinces de la région des steppes dans les districts de Kherson, d'Odessa et autres, afin qu'ils puissent s'y installer avec leurs familles.

Nous sommes donc confrontés à la tâche de passer d'une économie extensive à une économie intensive, à une meilleure culture de la terre, et les tentatives timides que nous avons faites avec l'introduction de nouvelles cultures à forte intensité de main-d'œuvre, comme le maïs et les cultures industrielles, doivent être poursuivies. Ces questions intéressent non seulement le pouvoir soviétique et la paysannerie, mais aussi la classe ouvrière et le parti communiste. Le Parti doit s'attaquer à ces questions, les connaître, et leur compréhension doit devenir un des instruments du lien entre la classe ouvrière et la paysannerie. Ce que nous avons remarqué jusqu'à présent parmi nos faiblesses, outre les méthodes arriérées de culture des terres, c'est le manque de gestion des terres. Je dois dire ici que nous n'avons pas résolu ce problème ; il s'est avéré que c'était au-dessus de nos forces. Et c'est la tâche la plus importante, car elle est d'une grande importance politique et économique.

VI. La gestion des terres est la première tâche immédiate de l'État dans les campagnes

Nous avons une loi fondamentale sur la gestion et l'utilisation des terres. Nous savons tous que la terre appartient à tout le peuple, qu'elle est nationalisée, que les paysans sont légalement les seuls exploitants de cette terre, mais qu'ils ne peuvent pas la vendre. Ils ne peuvent que la travailler et l'exploiter. Mais la répartition de ces terres est toujours la même qu'à l'époque. Nous avons des districts où la variation de la tenure atteint des proportions incroyables, où les paysans, qui possèdent 5-6 déciatines¹⁸ de terre, disposent de cette terre en 50-60 parties différentes. Il existe un cas dans le comté de Radomysl, où un paysan possède 59 parcelles de terre. Dans de telles conditions, un paysan perd, bien sûr, une bonne moitié de son temps à courir d'une parcelle à l'autre pour les cultiver. Toute forme de culture rationnelle de la terre est ainsi impossible. Pour les cultures industrielles ou les cultures tardives de printemps, par exemple, il faudrait que toute la surface cultivée soit d'un seul tenant, sinon il est impossible de la protéger du bétail. Cependant, cela est impensable avec le modèle actuel de culture dispersées.

L'absence de répartition rationnelle des terres a également de nombreux aspects négatifs en termes politiques. Encore aujourd'hui, dans certains endroits, les propriétés foncières ne sont même pas distribuées et restent d'un seul tenant, alors qu'ailleurs elles ne sont distribuées qu'aux pauvres, et ainsi le paysan moyen et plus prospère peut toujours dire : « Je n'ai rien à voir avec la confiscation des propriétés foncières, sur ces terres ce sont les pauvres qui sont installés ! » Si une réorganisation foncière était menée à bien et que toutes les terres étaient redistribuées en sorte que le pauvre obtienne une parcelle qui appartenait au koulak et le koulak une terre de l'ancien gros propriétaire, une relation différente se créerait dans le village. Dans tous les cas, cela améliorerait aussi grandement le climat politique du village.

Je crois que la question de la gestion des terres est la question la plus délicate de notre village, de notre agriculture. Elle n'a pas encore été résolue. Pourquoi ? Parce que cela nécessite d'énormes ressources. Il faut peut-être 20 millions de roubles-or, ou peut-être beaucoup plus, pour répartir ces 40 millions de déciatines (approximativement) non seulement entre les villages, mais aussi au sein du village lui-même. Mais l'État – et je ne suis pas d'accord sur ce point, car nous aurons à y revenir souvent – ne peut pas dire « que les paysans payent » afin se décharger de sa responsabilité, car que se passerait-il alors ? Le paysan riche, qui a de l'argent pour payer un agronome, aménagera la terre de la manière qui lui convient le mieux. Et nous, au Conseil des commissaires du peuple, avons souvent été

18 Déciatine : mesure agraire valant 1,0925 ha.

confrontés à cette question : que faire ? Tout récemment, nous avons constaté pour la première fois que nous disposions de 14 millions de roubles d'excédent dans notre budget et nous avons décidé de consacrer cette somme à la création du premier fonds de gestion des terres.

Il existe de nombreux autres aspects de notre politique agricole dont l'expérience a révélé les faiblesses, mais je n'en parlerai pas ici.

D'une manière générale, nous devons nous rappeler que l'agriculture sera la base de tout notre développement économique pendant encore plusieurs décennies. Grâce à l'agriculture, nous pourrons restaurer l'industrie, non seulement parce que nous augmenterons ses débouchés, mais aussi parce que grâce à l'exportation du blé, nous obtiendrons de l'étranger les équipements et les fonds d'investissements dont notre grande industrie a besoin en ce moment.

VII. Industrie et finances

Il faut également admettre qu'à la fin de la cinquième année du régime soviétique, la question de la création des conditions favorables au développement de notre grande industrie reste posée. L'Ukraine était un pays qui produisait plus de fer, plus de fonte brute et plus de charbon que le reste de la Russie et où se trouvait 25 % de la population ouvrière de toute l'Union. Il est facile d'imaginer la puissance que ces 25 %, c'est-à-dire un quart des travailleurs de toute l'Union, aurait donné au mouvement communiste révolutionnaire ici en Ukraine. Il est également facile d'imaginer quel visage prolétarien la République ukrainienne pourrait prendre et combien sa part dans l'ensemble de l'Union pourrait augmenter si nous rétablissions notre industrie au moins dans les limites où elle se trouvait avant la guerre.

Nous nous approchons de la mise en œuvre de cette tâche, mais nous n'avons pas encore été en mesure de l'accomplir. L'industrie légère – l'industrie alimentaire et celle des boissons – s'est plus ou moins développée, mais l'industrie lourde, qui ne peut exister que grâce aux marchés publics, est malheureusement dans une situation très difficile. Ce n'est que lorsque nous pourrons disposer d'une base financière, d'un budget d'État équilibré, que nous pourrons dire que les conditions du développement de la grande industrie et de l'augmentation des salaires des travailleurs à une échelle convenable seront assurées.

Notre expérience ukrainienne nous amène à confirmer l'expérience de toute la Russie et de toute l'Union selon laquelle notre tâche immédiate est la stabilisation du rouble.

VIII. L'Armée rouge

Lorsqu'on évoque les cinq années d'existence de la République soviétique d'Ukraine, il faut dire que les $\frac{3}{4}$ de cette histoire, sinon plus, est celle de l'Armée rouge. Je ne vais pas entrer dans les détails du développement de notre Armée rouge. Nous avons tous participé à la guerre civile, et il n'y a pas un ouvrier ou un travailleur en général qui n'ait pas participé directement ou indirectement à la défense du pays. Nous savons tous avec quelle émotion nous avons vécu toutes les victoires et toutes les défaites de l'Armée rouge.

Rappelons-nous l'état d'esprit qui régnait ici en 1919, lorsque le Donbass était aux mains des Blancs, lorsqu'ils ont pris Ekaterinoslav et Kharkov. À ce moment-là, à Kiev, nous étions dans de meilleures conditions : nous étions éloignés de l'ennemi et nous avions l'espoir de ne pas rendre Kiev, et nous pensions, au contraire, que Kharkov et Ekaterinoslav seraient bientôt libérés. Puis nous avons dû abandonner cet espoir. Après la défense héroïque de Poltava, Kiev est tombée, les Blancs ont avancé vers Tchernigov, etc. Mais à aucun moment nous n'avons perdu l'espoir que non pas tout de suite, mais plutôt demain, il y aurait un tournant en notre faveur, car la clé de la situation était celle de l'organisation. Nous savions que les ouvriers et les paysans ne voulaient pas marcher avec Dénikine. Nous savions que la force de ce dernier résidait dans ses officiers, dans des unités petites mais bien

soudées, et qu'avec ces régiments d'officiers bien organisés, Dénikine nous battait. Toute la question était donc de le contrer par une meilleure organisation. Nous y sommes parvenus et nous avons battu Dénikine.

La tâche qui nous attend aujourd'hui est différente. L'armée ne doit plus être élevée au niveau d'une quelconque armée de Dénikine, qui elle-même était à Dieu sait quel niveau. Notre tâche consiste actuellement à élever l'Armée rouge au niveau des meilleures armées européennes.

Nous éprouvons une fervente sympathie pour l'Armée rouge. Elle s'est formée pendant la guerre civile, où nous avons partagé ses joies et ses peines ; aussi suis-je certain que parmi la classe ouvrière et la paysannerie, le sort de l'Armée rouge fera l'objet de toute leur attention à l'avenir, d'autant plus que l'Armée rouge doit être chère maintenant à la classe ouvrière et à la paysannerie pour deux raisons.

D'abord parce que l'Armée rouge a joué un rôle énorme dans notre histoire, non seulement parce qu'elle a défendu le pays, mais aussi parce que, à partir de l'organisation de l'Armée rouge, nous avons appris à organiser l'État. Les notes d'un Cadet (j'ai oublié son nom de famille) qui, après la révolution d'Octobre, a continué à être une sorte de président du Comité des ministres de Petrograd, sont sorties récemment. D'une part, il y avait notre gouvernement, et d'autre part, l'ancien gouvernement [Kerensky](#) comportait une sorte de comité de ministres, et ces messieurs continuaient à se réunir, à se concerter et pendant des semaines, presque des mois, le trésor public continuait à leur verser des fonds. Ce Cadet a publié aujourd'hui ses mémoires et il y déclare : « Les bolcheviks ne nous ont pas touchés, et nous avons librement continué à nous organiser, à nous réunir, bien sûr, avec une certaine prudence. » Et cela est vrai. À l'époque, notre attention se limitait à deux ou trois appareils d'État : le ravitaillement, la Tchéka et la Garde rouge.

Mais avec la création de l'Armée rouge, nous avons en quelque sorte passé un examen pour savoir si nous, en tant que classe ouvrière, étions capables de diriger le pays. Dans la capacité à créer l'Armée rouge, c'est donc le prolétariat qui a passé un test grandeur nature. S'il était capable de créer l'appareil de l'Armée rouge, alors c'était la meilleure preuve que la classe ouvrière était assez mûre pour gouverner le pays. Et à cet égard, l'Armée rouge a été notre plus grande école. Nous avons nous-mêmes appris la discipline dans cette école, et nous y avons appris à nous débarrasser de la bureaucratie. L'Armée rouge nous est donc chère à tous, car elle a été l'école pratique originelle des larges masses laborieuses. Qui, parmi les ouvriers et les paysans les plus conscients, n'a pas été soit un commissaire, soit un homme de l'Armée rouge, soit un homme chargé de son ravitaillement ? Tous, sous une forme ou une autre, directement ou indirectement, nous avons participé à l'organisation ou à la lutte de l'Armée rouge.

La deuxième raison, qui fera toujours de l'Armée rouge une armée proche, chère à la classe ouvrière et à la paysannerie, est sa composition actuelle. Qu'était l'Armée rouge, même en 1919, lorsque nous, ici en Ukraine, nous l'organisions ?

Elle n'était constituée que d'une petite partie des ouvriers et des paysans directement mobilisés. Une autre partie de l'Armée rouge était recrutée parmi les anciens soldats, des volontaires. Il y avait beaucoup d'éléments purement aventuristes, il y avait beaucoup de professionnels de la guerre, des gens pour qui la fin de la guerre signifiait un malheur. Et beaucoup d'entre eux, à la fin de la guerre civile, ont organisé des bandes. Qui parmi nous ne connaît pas ces *atamans* qui ont dû être fusillés ou amnistiés par la suite et qui étaient dans l'armée ? Je connais de telles personnes, que j'ai rencontrées au front en 1919 en tant que président du Conseil des commissaires du peuple, j'ai fait connaissance avec leurs unités, puis en 1921 nous les avons chassées avec des détachements de l'Armée rouge et les avons fusillées comme des ennemis. Grigoriev, Stroukov, Makhno, Jivodérov et d'autres ont servi dans nos rangs. Mais avec le temps, nous avons donné un autre visage à l'Armée rouge. Maintenant, c'est l'armée exclusive de la classe ouvrière et de la paysannerie, celles des hommes de la machine-outil et de la charrue.

IX. Lutte pour l'alphabétisation et la culture

Notre Parti et les autorités soviétiques ont beaucoup fait en cinq ans pour organiser l'appareil d'État, mais il reste encore de nombreuses tâches auxquelles le Parti n'a pas touché ou qui n'ont été que partiellement accomplies. Parmi celles-ci figure la tâche de l'éducation culturelle et politique des larges masses. Leur niveau politique, leur niveau spirituel, s'est élevé à une grande hauteur. Mais, bien sûr, il serait injuste, il serait faux d'en attribuer tout le mérite au Parti et aux autorités soviétiques. Pour son éducation politique, la classe ouvrière et la paysannerie ukrainiennes doivent beaucoup à cette, pour ainsi dire, « éducation sur le tas », qui a été donnée à plusieurs reprises par les nombreux gouvernements d'occupation qui se sont succédé sur le territoire de l'Ukraine.

Il n'y a guère de nation et de pays en Europe et dans l'histoire de la révolution qui ait connu autant d'événements et de changements que ce que nous avons pu voir ici sur le territoire de l'Ukraine. Et tel a été l'instrument d'éducation révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes. Le mécontentement que le pouvoir soviétique a naturellement suscité dans les masses ouvrières pendant la guerre civile, à un moment où il ne devait reculer devant rien pour réaliser son programme, où il devait effectuer à la fois la mobilisation des hommes, la mobilisation des chevaux, les réquisitions, etc., une grande partie de ce mécontentement disparaissait quand surgissait provisoirement le pouvoir des Blancs et des Pétlouriens, ou des Autrichiens, ou des Grecs et des Français. Nulle part, même en Sibérie, la paysannerie n'a pu faire autant de comparaisons entre les divers pouvoirs qu'ici en Ukraine.

Et j'ai failli oublier l'invasion polonaise. Or, que de chemin cette occupation a fait parcourir à la paysannerie dans son éducation politique ! La même paysannerie qui nous était hostile lorsque nous menions les réquisitions, cette même paysannerie, après la libération de Kiev et la fin de l'occupation par l'armée polonaise, cette même paysannerie, qui avait déjà été amplement spoliée par les troupes ennemies, n'a pas attendu notre appel et a volontairement contribué aux réquisitions en fournissant toute l'aide dont l'Armée rouge et les autorités soviétiques avaient besoin. Tel a été le résultat de la leçon que la paysannerie avait tirée de l'occupation polonaise.

Mais pour se débarrasser de l'analphabétisme, de l'ignorance, de l'inculture qui se sont accumulés au fil des siècles sous le pouvoir des tsars et des propriétaires terriens, sous l'influence du clergé, cinq ans ne sont pas suffisants. Dans ce domaine, nous devons faire énormément à l'avenir, et nous devons travailler avec plus de moyens, plus d'attention, mobiliser beaucoup de personnes, octroyer beaucoup de fonds. Le paysan ou les ouvriers ukrainiens sont sans aucun doute, à bien des égards, culturellement supérieurs (je parle de l'ouvrier moyen et du paysan moyen) à l'ouvrier moyen et au paysan moyen des autres républiques soviétiques, à l'exclusion, bien sûr, de ceux des capitales rouges de Moscou et de Petrograd. C'est un aspect positif que nous devons souligner avec une grande insistance.

X. Antisémitisme et coopération

Mais il faut aussi évoquer les aspects négatifs du passé, auxquels j'ai dû faire face en Ukraine dès le premier jour de mon arrivée, ici à Kharkov. Je me souviens que, dès le mois de février 1919, en plus d'un article dans un journal, j'ai dû donner un ordre spécial à l'armée, signé par moi-même et par le camarade [Mejlaouk](#) – alors Commissaire du peuple à la défense de l'Ukraine – concernant l'antisémitisme généralisé qui régnait dans nos unités à cette époque. Ce que l'Ukraine a connu à cet égard à l'époque de Grigoriev, à l'époque des Blancs et pendant la *Petliourovchtchina* est bien connu aussi.

Elisavetgrad, Aleksandrovsk, Fastov, Kiev, Proskurov ont connu des pogroms à grande échelle, des massacres horribles de femmes, de vieillards et d'enfants juifs, dont les conséquences ont été dévastatrices pour le pays et sont encore visibles aujourd'hui. Ceux qui étaient à Fastov savent que la partie juive de la ville a été incendiée par les Dénikistes.

La nouvelle politique économique a elle aussi des aspects négatifs à cet égard. Il ne faut surtout pas en conclure qu'il faut être contre cette nouvelle politique économique car elle est extrêmement utile et historiquement nécessaire. Mais en développant le libre-échange, elle a également ressuscité certains vieux préjugés raciaux. Il convient d'y prêter une attention toute particulière. C'est un de ces dangers qui peuvent menacer le mouvement ouvrier en Ukraine et le lien entre la ville et la campagne, autrement dit le lien entre le prolétariat et la paysannerie.

Quelle a été la force de la contre-révolution ukrainienne en 1919 ? La contre-révolution ukrainienne, de Makhno à Dénikine, la contre-révolution ukrainienne de toute sorte – jaune-noire, grand-russe et blanche – consistait à opposer artificiellement le village à la ville, les orthodoxes aux juifs, les Ukrainiens aux Russes. Nous ne devons jamais l'oublier. Nous ne pouvons donc pas passer sous silence ce fait dans une simple protestation platonique. Non. L'antisémitisme est un phénomène social majeur qui mérite toute notre attention. La lutte contre ce phénomène est une lutte non seulement en paroles, mais aussi en actes. L'éradication de ces vues erronées, de ces sentiments barbares, de cette manifestation du féodalisme médiéval est absolument nécessaire. Mais comment faire ? Il faut en rechercher les causes et les racines et il faut déraciner ce mal avec ses racines. Lorsque l'on met en avant le rôle de l'esprit de clocher, le rôle de l'élément marchand, par ce biais, quoi que l'on dise, l'inimitié raciale sera entretenue. Par conséquent, parallèlement à la propagande verbale, que nous devons intensifier à cet égard, nous devons également renforcer, élargir et approfondir la coopération.

Il a déjà été dit que nous n'en avons pas fait assez pour l'industrie, pour l'agriculture, pour la gestion des terres. Mais je dois confesser ici un autre péché : en Ukraine, nous n'avons pas encore accordé assez d'attention à la coopération.

La coopération est le moyen qui, en transférant progressivement le commerce entre les mains d'un appareil coopératif d'ouvriers et de paysans, éliminera bon nombre des causes de l'antisémitisme et de l'inimitié générale entre la ville et la campagne, de l'opposition d'une nationalité à une autre. Développer la coopération entre les consommateurs, l'agriculture et l'artisanat ; la développer rapidement et intensément ; telle est la conclusion que je tire de mon expérience en Ukraine pendant cinq ans.

Je dois dire que parmi les anciens camarades, ou, à dire vrai, parmi nos maîtres, celui qui a accordé le plus d'attention à la coopération était Lénine. J'ai retrouvé une note qu'il m'avait envoyée un jour lors d'une réunion du Bureau politique du Comité central du Parti communiste russe, lorsque, craignant que ses propositions sur la coopération ne passent pas (il arrive que, tout en comprenant l'importance de la coopération, tout le monde ne pensait pas de la même façon quant aux moyens à employer), j'ai suggéré, de mon côté, un moyen de contourner les arguments de l'autre camp. Lénine m'écrivit : « *Si je suis vaincu, je ferai appel à vos services* ». C'est un petit détail. Mais il caractérise l'attention particulière que portait Ilitch à la coopération. Ce n'est pas sans raison qu'Ilitch est revenu sur la coopération en décembre dernier, [dans un de ses derniers articles](#).

La coopération nous permettra de réaliser, par l'influence constante de l'État, le type de socialisme que nous avons essayé de réaliser à une époque par une pression d'en haut en quelque sorte, par l'organisation de notre appareil d'État. Dans une certaine mesure, nous avons essayé de le faire par des mesures bureaucratiques, mais nous avons échoué et nous avons dû procéder autrement ; d'une part en suivant la ligne du socialisme d'État, de l'industrie d'État, des chemins de fer d'État, du commerce extérieur d'État, et, d'autre part, en renforçant et en élargissant la coopération à la base. En Ukraine, le renforcement de la coopération, en plus de l'importance qu'il peut avoir comme en Russie, a une signification spécifiquement ukrainienne ; celle de désarmer ces facteurs réactionnaires qui sont spécifiquement locaux. Nulle part ailleurs ce que nous appelons la petite bourgeoisie n'a joué et ne joue un tel rôle dans la vie économique comme en Ukraine.

XI. La question nationale

C'est en partie dans le même but, c'est-à-dire pour prévenir la tentative d'opposer le village à la ville, les Ukrainiens aux Russes, opposition qui a joué un rôle énorme dans les mains des contre-révolutionnaires et qui peut chaque jour se relever sur la route de notre révolution, que nous devons apporter une juste solution à la question nationale. Je fais référence ici à tous les débats qui ont eu lieu lors du 12e congrès du parti [en avril 1923], lors de la Conférence du parti ukrainien, et à cette construction de l'Union qui a trouvé son expression dans la Constitution.

Oui, la classe ouvrière doit être particulièrement sensible à la question nationale ici en Ukraine, où elle est majoritairement russe. L'ouvrier russe n'a pas éprouvé d'oppression nationale et là est le danger. Tout comme dans le cas de nombreux camarades intellectuels russes qui ne peuvent pas comprendre le sentiment d'indignation et de haine contre l'oppression nationale, nous pouvons dire la même chose des ouvriers russes en Ukraine : ils doivent faire un effort pour comprendre la psychologie du peuple ukrainien.

La Russie a été dominante. Elle a conquis, elle a assimilé, elle a forcé tout le monde à passer d'une manière ou d'une autre par le moule russe ; et tout le monde, et la Russie en premier en tant que nation dominante, n'a pas compris l'indignation des opprimés, des nations subjuguées. Or on doit le comprendre avec sa propre conscience et ses propres sentiments. Je parle ici de la composante russe de notre parti. Elle doit tenir compte de la nationalité comme un fait soumis à l'analyse, mais qui, en tant que fait, ne peut être nié, comme il est impossible de nier qu'il y a de la pluie, qu'il y a des éclairs, qu'il y a du tonnerre. Comment ces phénomènes se produisent est une autre question, mais en soi ils ne sont pas sujets à contestation. La nation, la langue, le sentiment national, sont tout autant des faits incontestables. Nier cela, le prendre de haut et dire que cela n'existe pas, que ceux qui en parlent ne sont pas des internationalistes, etc., est faux et dangereux.

Parfois, sous cet internationalisme se cache en réalité le sentiment de quelqu'un qui, ayant appartenu à une nationalité oppressive, n'a jamais connu l'oppression nationale. Cela fait penser à la bourgeoisie qui dit qu'il n'y a pas d'exploitation car l'exploitation n'est ressentie que par celui qui est exploité, c'est-à-dire les travailleurs. Le capitaliste dira toujours, et même pensera toujours sincèrement au fond de lui, qu'il fait le plus grand bien à l'humanité.

Je vais m'arrêter ici.

Dans mon rapport, comme je l'ai indiqué dès le début, je n'ai pas cherché à résumer toute la période de ces cinq dernières années. Au moment où je dois sauter directement d'un emploi à un autre, il m'était impossible de préparer un rapport complet en bonne et due forme. Je souhaitais seulement, avant de devoir quitter l'Ukraine après cinq ans de lutte commune, vous parler des choses qui ont laissé de grandes et profondes traces dans mon esprit et que je considère, en tant que vieux révolutionnaire russe et ukrainien, nécessaires que chacun d'entre nous garde dans notre livre de souvenirs pour notre travail quotidien.

Quant à l'objectif principal, où que nous soyons, ici sur le continent ou de l'autre côté de l'océan, en Ukraine ou ailleurs, nous continuerons à œuvrer dans l'intérêt des masses laborieuses de l'Union des républiques soviétiques et des masses laborieuses du monde entier.